



SYNDICAT DES EAUX ET DE L'ASSAINISSEMENT ALSACE MOSELLE

(ARRETE MINISTERIEL DU 26-12-1958 MODIFIE)

KB/LL/902.102

COMMUNE D'UTTENHEIM

Plan Local d'Urbanisme

**Annexe Sanitaire
Assainissement**

NOTE TECHNIQUE

1^{er} envoi : **Mai 2022** 1^{ère} phase et 2^{ème} phase – selon le plan de zonage du 04 avril 2022



Espace Européen de l'Entreprise - Schiltigheim BP 10020 - 67013 STRASBOURG CEDEX
TELEPHONE : 03.88.19.29.19 – TELECOPIE : 03.88.81.18.91
INTERNET : www.sdea.fr



SOMMAIRE

1. GÉNÉRALITÉS	3
1.1. Structure administrative	3
1.2. Domaine de compétences et d'intervention.....	3
2. DESCRIPTION DES INSTALLATIONS	3
2.1. Le réseau intercommunal	3
2.2. Le réseau communal	3
2.3. Epuration	4
3. PROGRAMMATION DE TRAVAUX ET PERSPECTIVES.....	4
3.1. A l'échelle intercommunale.....	4
3.2. A l'échelle de la commune.....	5
3.3. Zonage d'assainissement.....	5
3.4. Périmètres de protection.....	5
4. RACCORDEMENT AUX INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT DES ZONES D'EXTENSION FUTURE.....	6
4.1. Principe général de gestion des eaux pluviales.....	6
4.2. Desserte des zones U (zones urbanisées).....	7
4.3. Desserte des zones A (zone agricole).....	7
4.4. Desserte des zones N (zone naturelle)	8
4.5. Desserte des zones IAU (extension future du tissu urbain à court terme)	8
4.5.1. Zone IAU au nord de la commune (Chemin du Platane)	8
4.6. Desserte des zones IIAU (extension future du tissu urbain à long terme).....	8
4.6.1. Zone IIAU au sud-est de la commune (Rue de Matzenheim)	8
5. ESTIMATION DES OUVRAGES A RÉALISER	9
5.1. Loi Urbanisme et Habitat	9
5.2. Détail estimatif	9
6. CONCLUSION	10

1. GÉNÉRALITÉS

1.1. Structure administrative

La collecte des effluents de la commune d'**Uttenheim** est assurée par le Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace Moselle (SDEA), périmètre du Pays d'Erstein, qui comprend également les communes de Bolsenheim, Hindisheim, Hipsheim, Erstein, Ichtratzheim, Limersheim, Nordhouse, Osthouse et Schaeffersheim.

Ce dernier représente une population totale d'environ 18 940 habitants, dont 561 habitants pour la commune d'**Uttenheim** (recensement de 2019).

1.2. Domaine de compétences et d'intervention

La Communauté de Communes du Pays d'Erstein a transféré la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des ouvrages de collecte, de transport et de traitement d'assainissement au Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace Moselle (SDEA) depuis le 1^{er} janvier 2010. Par ce transfert de compétence, il est devenu Syndicat des Eaux et de l'Assainissement – Périmètre du Pays d'Erstein.

Dans le cadre de ses compétences, le SDEA assure aussi bien l'exploitation des installations que les investissements nouveaux qui s'avèrent nécessaires.

2. DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

2.1. Le réseau intercommunal

Depuis la mise en service de la nouvelle station d'épuration en juillet 2014, les effluents des 10 communes du Périmètre du Pays d'Erstein sont acheminés vers cette unique station d'épuration située au nord d'Erstein, sur la rive droite de l'Ill.

Le réseau intercommunal, se structure autour des différentes branches suivantes :

- Une première branche, principalement constituée de conduites de refoulement (Ø 150 à 400 mm), achemine les effluents des communes de Limersheim, Hindisheim, Ichtratzheim, Hipsheim en direction de la nouvelle station d'épuration, en contournant Nordhouse par l'ouest. Cinq stations de refoulements en série sont nécessaires à l'acheminement des effluents jusqu'à la station ;
- Une conduite de refoulement Ø 150 et 160 mm permet d'acheminer les effluents de Nordhouse vers cette même station, depuis le nord ;
- Enfin, le réseau communal d'Erstein, principalement constitué de conduites gravitaires, est directement raccordé à la station d'épuration depuis le sud. Les effluents des communes d'Osthouse au sud et d'**Uttenheim**, Bolsenheim et Schaeffersheim à l'ouest transitent par le réseau communal d'Erstein. Quatre stations de refoulement sont nécessaires à l'acheminement des effluents jusqu'au réseau communal d'Erstein.

Notons que toutes les communes sont équipées d'un bassin de pollution à l'aval de leur réseau de collecte. La capacité de ces ouvrages va de 40 m³ (commune d'Ichtratzheim) à 1 500 m³ (communes d'Erstein). Concernant **Uttenheim**, l'ouvrage à une capacité de 345 m³ sous forme d'une conduite surdimensionnée.

2.2. Le réseau communal

La plupart des zones urbanisées de la commune sont desservies par un réseau d'assainissement collectif de type unitaire qui s'écoule gravitairement vers le réseau intercommunal menant à la commune de Bolsenheim.

La régulation des débits admis dans le réseau intercommunal repose sur le fonctionnement de deux déversoirs d'orage, les débits déversés rejoignant respectivement le fossé en bordure du Chemin des Platanes et de la Rue de l'Ecole, pour ensuite se jeter dans la rivière la Scheer.

Les débits conservés sont dirigés gravitairement vers la conduite intercommunale et rejoignent la station d'épuration de Erstein.

L'ensemble du réseau d'assainissement collectif s'organise autour d'une branche principale allant du Sud au Nord d'**Uttenheim** : elle commence à partir de la fin de la Rue Haute, avec des diamètres Ø 500 et 800 mm.

Cette branche principale se sépare ensuite en deux au niveau de la Rue de Matzenheim :

- La branche Est, de diamètre Ø 800 puis 1000 mm le long de la Rue du Château, passe ensuite par la Rue Principale et rejoint la branche Ouest au niveau du regard 1003 sur le Chemin des Platanes ;
- La branche Ouest, de diamètre compris entre Ø 500 et 900 mm, passe par le Sud de la Rue Principale puis la Rue de l'Ecole où se trouve le premier déversoir d'orage. Le débit conservé s'écoule gravitairement jusqu'à l'impasse du Riestel, pour rejoindre ensuite le regard 1003 sur le Chemin des Platanes.

Ces deux branches convergent vers le second déversoir d'orage, et le débit conservé se dirige ensuite gravitairement vers la conduite intercommunale et rejoignent le réseau communal de Bolsenheim.

2.3. Epuration

Les réseaux convergent vers la station d'épuration intercommunale d'Erstein mise en service le 29 juillet 2014.

D'une capacité nominale de 33.000 Equivalents-Habitants (EH), cette installation traite par la filière par boues activées en aération prolongée, les eaux usées et les eaux pluviales (système majoritairement unitaire) du Périmètre du Pays d'Erstein.

Les eaux traitées, rejetées dans l'III, sont conformes aux prescriptions réglementaires de l'Arrêté Préfectoral autorisant le système d'assainissement.

3. PROGRAMMATION DE TRAVAUX ET PERSPECTIVES

3.1. A l'échelle intercommunale

Le Périmètre d'Erstein a mené, depuis 2012, un vaste programme de travaux intercommunaux dans le but de mettre en conformité le traitement des eaux usées des communes adhérentes. Un schéma directeur d'assainissement a été réalisé puis mis en œuvre, avec la construction d'une unique station d'épuration intercommunale à Erstein (travaux de juillet 2013 à juillet 2015) et la pose de plusieurs kilomètres de réseaux de transport intercommunaux.

Par ailleurs, un schéma directeur assainissement portant sur les réseaux communaux et intercommunaux a été réalisé par le Bureau d'Etudes OXYA en 2020/2021. Il s'articule autour de trois axes :

- Evaluation de l'impact des déversements par temps de pluie sur le milieu récepteur ;
- Analyse de la conformité du système d'assainissement au sens de l'arrêté du 21 juillet 2015 ;
- Diagnostic du fonctionnement des réseaux d'assainissement lors de pluies exceptionnelles.

Les propositions aménagements qui en découlent sont les suivantes :

- Réduire les apports d'eaux claires parasites ;
- Augmenter le débit d'alimentation de la station d'épuration ;
- Revoir les régulations à l'aval des communes ;
- Réduire les déversements des réseaux d'assainissement vers le milieu récepteur ;
- Gérer à la source les eaux de pluie et limiter les rejets vers les réseaux d'eaux usées.

3.2. A l'échelle de la commune

Sur la base des résultats du schéma directeur assainissement, le fonctionnement du réseau de collecte de la commune d'**Uttenheim** ne présente pas de difficultés particulières. A ce jour, aucuns travaux de restructuration ou de renforcement du réseau d'assainissement n'ont été planifiés. D'une manière générale, la commune adapte ses projets de renforcement et de renouvellement des réseaux respectivement en fonction des projets d'extension et de voiries des communes.

Cependant, les tronçons les plus anciens du réseau devront être vérifiés et, le cas échéant, remplacés, notamment lorsque des travaux de voirie seront entrepris.

3.3. Zonage d'assainissement

L'étude de zonage relative à l'assainissement non collectif a été approuvée le 16 septembre 2008.

Ce document consiste en une délimitation par la commune, sur la base d'études technico-économiques, d'une part des zones dans lesquelles les eaux usées seront collectées et traitées par la collectivité et, d'autre part, des zones dans lesquelles elles seront traitées par des systèmes d'assainissement non collectif. Toutefois, il ne s'agit pas d'un document de programmation de travaux. Il ne crée pas de droits acquis pour les tiers et ne fige pas une situation en matière d'assainissement. Cela implique notamment que les constructions situées en zones « assainissement collectif » ne bénéficient pas d'un droit à disposer d'un équipement collectif à une échéance donnée.

L'étude de zonage d'assainissement n'a classé aucune zone en assainissement non collectif.

L'étude ne porte pas sur les zones pour lesquelles il n'y avait pas de perspective d'urbanisation au moment de l'étude. Aussi, en cas d'urbanisation de ces zones, il conviendra de respecter les modalités d'assainissement préconisées dans l'annexe sanitaire du document d'urbanisme en vigueur.

3.4. Périmètres de protection

Le ban communal d'**Uttenheim** n'est concerné par aucun périmètre de protection de captage d'eau.

4. RACCORDEMENT AUX INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT DES ZONES D'EXTENSION FUTURE

Le principe de la collecte des zones d'extension future a été tracé schématiquement sur le plan joint à partir du zonage de référence mentionné sur la page de garde.

A défaut de plans de voiries, ces tracés ne sont donnés qu'à titre indicatif pour permettre une évaluation sommaire de la dépense que pourra engendrer l'équipement de ces zones. Ils s'appuient sur la configuration du réseau actuel, la lecture des courbes de niveau, sans mise en œuvre de calculs spécifiques.

Le tracé et le linéaire définitif des canalisations pour la desserte des zones, ainsi que les ouvrages complémentaires de pompage, de stockage ou de traitement, devront faire l'objet d'études spécifiques en fonction des tracés des voiries conçus ultérieurement par les lotisseurs, des besoins des nouvelles zones urbanisées et des profils de terrains.

4.1. Principe général de gestion des eaux pluviales

La desserte interne des nouvelles zones d'extension sera réalisée obligatoirement en mode séparatif.

Pour toute nouvelle construction, y compris les extensions des bâtiments existants et les opérations d'ensemble (lotissements, zones d'activités...), des dispositifs de gestion des eaux pluviales à la parcelle sont obligatoires.

Ils concernent aussi bien les eaux pluviales générées par les espaces communs (voirie, place, parking, espaces verts...) que les eaux des parcelles et terrains privés. Les eaux pluviales collectées ne seront pas dirigées vers le réseau public d'assainissement unitaire, sauf impossibilité dûment démontrée. Les dispositifs de gestion de ces eaux pluviales pourront alors consister en :

- La limitation de l'imperméabilisation ou encore la végétalisation des toitures, en complément avec une des solutions alternatives ci-après ;
- L'infiltration dans le sol, sous réserve de compatibilité avec les dispositions des périmètres de protection des captages d'eau potable, de profondeur suffisante de la nappe, le cas échéant, et sous réserve que le projet ne soit pas situé à proximité d'une source de pollution atmosphérique, dans le panache d'une pollution de la nappe ou sur un site dont le sol est susceptible d'être pollué. Si le coefficient de perméabilité de la parcelle est insuffisant ($k < 10^{-6}$ m/s) et que cette solution est choisie, la mise en place de surfaces de plancher imperméables en dessous du niveau du terrain fini ne devra pas être autorisée ;
- L'utilisation des espaces extérieurs, légèrement en contrebas de la voirie, pouvant supporter sans préjudice une lame d'eau de faible hauteur, le temps d'un orage (jardins, allées, bassins, noues, places de stationnement, place de retournement...). Cette solution sera combinée avec les précédentes, le cas échéant.

Si aucune de ces solutions ne peut être appliquée, sous réserve d'autorisation du gestionnaire du milieu, les eaux pluviales pourront être évacuées directement vers un émissaire naturel à écoulement superficiel (cours d'eau, fossé...), éventuellement par l'intermédiaire d'un réseau pluvial, moyennant une rétention avec restitution limitée. Dans tous les cas, les rejets ne devront pas faire peser sur les fonds inférieurs une servitude supérieure à celle qui prévalait avant le projet (cf. Code Civil, articles 640 et 641).

En cas d'impossibilité de rejet vers un tel émissaire, le rejet pluvial pourra exceptionnellement être dirigé vers le réseau public d'assainissement unitaire, moyennant une limitation de débit, conformément aux prescriptions du règlement de service en vigueur et accord du gestionnaire.

Pour tout projet d'aménagement supérieur ou égal à un hectare, ou interceptant un bassin versant supérieur ou égal à un hectare, le maître d'ouvrage du projet consultera les services de la Police de l'Eau en application des articles L.214-1 et suivants du Code de l'Environnement. Ainsi, le projet pourra être soumis aux dispositions définies par la Préfecture de Région et pourra faire l'objet d'une déclaration, voire d'une demande d'autorisation.

Parallèlement, si les eaux pluviales sont rejetées vers un réseau d'assainissement pluvial ou unitaire, le maître d'ouvrage du projet d'aménagement sollicitera l'autorisation du gestionnaire de ce réseau récepteur. De manière générale, les demandes de raccordement à un réseau unitaire de telles opérations, sauf circonstances particulières, ne se verront pas accorder de suite favorable.

Les aménagements internes de la zone nécessaires à la gestion des eaux pluviales sont à la charge du constructeur qui doit réaliser les dispositifs adaptés au terrain et à l'opération. Ces aménagements pourront être complétés par un dispositif de prétraitement adapté conformément à la réglementation en vigueur.

4.2. Desserte des zones U (zones urbanisées)

D'une manière générale, les parcelles construites dans les secteurs urbanisés sont déjà desservies par le réseau d'assainissement. Les nouvelles constructions projetées dans ces zones ne nécessiteront probablement pas de conduites supplémentaires. Si tel était le cas, notamment en cas de division parcellaire, il ne s'agirait que d'extensions ponctuelles et localisées qui feront l'objet d'une étude détaillée au cas par cas pour définir les travaux de raccordement à prévoir.

Ces extensions devront être réalisées en cohérence avec le mode d'assainissement existant.

Les possibilités de raccordement des éventuels aménagements à venir seront à étudier au cas par cas, en fonction de l'éloignement par rapport aux réseaux existants.

Lorsque le raccordement n'est pas envisageable, sous réserve des caractéristiques du sol et du site, un système d'assainissement non collectif pourra être mis en place, conformément à la réglementation en vigueur.

4.3. Desserte des zones A (zone agricole)

D'une manière générale, les zones agricoles constructibles (Ac) situées en périphérie urbaine des agglomérations sont déjà desservies par le réseau d'assainissement collectif.

Celles qui sont éloignées des zones urbanisées ne sont pas forcément desservies par le réseau d'assainissement. En revanche, en l'absence de projet d'aménagement précis de ces zones, aucun principe d'extension de réseau n'est proposé à ce stade.

Les possibilités de raccordement des éventuels aménagements à venir seront à étudier au cas par cas, en fonction de l'éloignement par rapport aux réseaux existants.

Lorsque le raccordement n'est pas envisageable, sous réserve des caractéristiques du sol et du site, un système d'assainissement non collectif pourra être mis en place, conformément à la réglementation en vigueur.

Par ailleurs, il existe une zone destinée à la préservation des terres agricoles où la constructibilité est très limitée (Aa), située au Nord-ouest d'**Uttenheim**.

Notons également la présence d'habitations en zone destinée à l'implantation des activités agricole hors élevage (Ab) situées entre la rue Haute et la rue de Westhouse, ainsi qu'à l'Est de la rue de Matzenheim.

4.4. Desserte des zones N (zone naturelle)

Etant donné la constructibilité limitée dans ces zones, et en l'absence de projet d'aménagement précis concernant ces zones naturelles aucun principe d'extension n'y est pour le moment prévu.

Les possibilités de raccordement des éventuels aménagements à venir seront à étudier au cas par cas, en fonction de l'éloignement par rapport aux réseaux existants.

Lorsque le raccordement est envisageable, celui-ci nécessitera néanmoins une étude spécifique et une définition, par la commune, des modalités de financement.

Lorsque le raccordement n'est pas envisageable, sous réserve des caractéristiques du sol et du site, un système d'assainissement non collectif pourra être mis en place conformément à la réglementation en vigueur.

Par ailleurs, notons la présence d'un secteur correspondant à des équipements de loisirs situés en zone inondable (NI) situées au sud-est de la rue de Westhouse.

4.5. Desserte des zones IAU (extension future du tissu urbain à court terme)

4.5.1. Zone IAU au nord de la commune (Chemin du Platane)

L'assainissement de cette zone s'effectuera en mode séparatif.

Cette zone d'extension est déjà desservie par le réseau d'assainissement Ø 700 mm provenant de l'impasse du Riestel en zone Ua et Ø 1000 mm en zone Ub rue Principale. En dehors de la desserte interne de la zone, aucune extension n'est donc nécessaire.

Les eaux pluviales seront gérées selon les dispositions évoquées dans le paragraphe 4.1 ci-dessus, conformément au règlement du service d'assainissement en vigueur.

Les dispositifs de gestion des eaux pluviales internes à la zone d'extension seront précisés lors de l'avant-projet détaillé. Ces dispositifs pourront intégrer un dispositif de prétraitement adapté, conformément à la réglementation en vigueur.

4.6. Desserte des zones IIAU (extension future du tissu urbain à long terme)

4.6.1. Zone IIAU au sud-est de la commune (Rue de Matzenheim)

L'assainissement de cette zone s'effectuera en mode séparatif.

Cette zone d'extension n'est actuellement pas desservie par le réseau de collecte des eaux usées.

Les eaux usées seront dirigées vers le réseau unitaire existant (Ø 400 mm) Rue de Matzenheim, à l'Ouest de la zone d'extension. Une extension de 40 ml, suivant le tracé de cette Rue jusqu'au chemin inclus dans la zone à urbaniser sera nécessaire.

Une étude détaillée devra préciser la possibilité d'un raccordement gravitaire ou la nécessité de mise en place d'un poste de pompage pour une extension sous pression.

Les eaux pluviales seront gérées selon les dispositions évoquées dans le paragraphe **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** ci-dessus, conformément au règlement du service d'assainissement en vigueur.

Les dispositifs de gestion des eaux pluviales internes à la zone d'extension seront précisés lors de l'avant-projet détaillé. Ces dispositifs pourront intégrer un dispositif de prétraitement adapté, conformément à la réglementation en vigueur.

5. ESTIMATION DES OUVRAGES A RÉALISER

5.1. Loi Urbanisme et Habitat

La réglementation liée à la loi Urbanisme et Habitat demande que les modalités de prise en charge des différentes parties des projets d'aménagement, telles les extensions des réseaux d'eau et d'assainissement nécessaires, soient définies de manière spécifique par l'autorité compétente en matière d'urbanisme.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la mise en place de financements via les aménageurs successifs des équipements nécessaires à leurs opérations. Ce financement pourra conditionner la mise en place par le SDEA des équipements précités.

5.2. Détail estimatif

De manière générale, le SDEA ne prévoira pas de réaliser à sa charge d'extensions de réseau sur le domaine public afin de desservir les zones définies comme urbanisables ou à urbaniser. Un chiffrage pourra néanmoins être réalisé, avant la demande d'urbanisme, afin d'estimer les éventuels coûts de desserte en fonction des contraintes techniques comme de marché en vigueur.

L'aménageur prendra donc attache du SDEA avant toute demande de permis pour un projet non actuellement desservi (voir à cet effet le tracé des dessertes en assainissement, annexé à la présente note).

Le SDEA sera amené, en vertu des principes d'exclusivité et d'absence d'enrichissement sans cause, et dans le respect des possibilités de la réglementation, à réaliser et mettre à la charge des aménageurs tout ou partie de ces aménagements via les véhicules en vigueur, tel que le Projet Urbain Partenarial (PUP), la Participation pour Equipements Publics Exceptionnels (PEPE), la Taxe d'Aménagement (TA), etc...

6. CONCLUSION

Le fonctionnement observé du réseau d'assainissement ne présente pas de difficulté particulière.

L'assainissement de la commune d'**Uttenheim** ne pose pas, à ce jour, de problèmes quant au transit du débit décennal.

Concernant les eaux pluviales, dans toutes les zones où un nouvel aménagement est prévu, des dispositifs de gestion des eaux pluviales, avec ou sans admission au réseau public d'assainissement, sont obligatoires. Ils concernent aussi bien les eaux pluviales générées sur les espaces communs que les eaux des parcelles et terrains privés.

Il convient aussi de rappeler que la prise en charge des frais de desserte des zones est régie par les dispositions de la loi Urbanisme et Habitat. Les modalités de cette prise en charge, par la commune et/ou les bénéficiaires des extensions, doivent être précisées par l'autorité compétente.

Enfin, afin de ne pas entraver les projets de développement futurs, la réglementation du PLU devra autoriser la construction de réseaux enterrés et de tout ouvrage et bâtiments nécessaires au fonctionnement des installations d'assainissement dans toutes les zones.

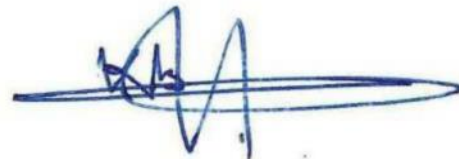
Schiltigheim, le 09 mai 2022

Rédigée par
Le Chef de Projet



Luc LANDELLE

Validée par
La Responsable Maîtrise d'Ouvrage
Assainissement



Khadija BADDU-KLEIN